

lettres indécentes, proscrit-elle également certaines danses immodestes, comme la valse, la polka, etc., etc. Le danger de ces danses est signalé non-seulement par les théologiens et les prédicateurs, mais par les écrivains les moins suspects de prudence.

Dans un ouvrage sur l'éducation, M. Balme-Frézol s'exprime ainsi :

Outre les dangers de la danse en général, il est des danses en particulier qu'une femme ne doit pas se permettre, à cause de ce qu'elles ont de trop libre, de trop affecté... Telles sont les danses connues sous le nom de *valse*, qui ont un caractère plus ou moins lascif.

“ Les femmes, dit M. de Goncourt, deviennent des sabots tournants, et la valse, toute nouvelle débarquée de l'Allemagne, commence, en ces années de licence, son règne charmant et immodeste dans les salons français dégénérés.”

“ Ces danses d'origine étrangère, dit un autre écrivain français, ne conviennent ni à notre caractère, ni à nos mœurs ; elles choquent nos yeux, pour peu que nous y fassions attention ; elles blessent nos sentiments les plus délicats, si nous les scrutons à cet égard... Bref, leur condamnation, déjà écrite dans la pensée intime de chacun, peut se formuler simplement en ces termes : *Ce n'est pas convenable.*”

Je citerai encore le cardinal de Bonald :

Nous serions tenté de demander si l'on ne vient pas prendre part, dans ces assemblées, à une fête du paganisme. Nous cherchons la décence, la pudeur, la convenance même, et nous ne savons où reposer nos yeux au milieu de ce mélange de nudités honteuses, de danses lubriques et efféminées. Non, ce n'est pas là les assemblées des chrétiens, des disciples de Jésus-Christ. On n'ose dire ce que c'est. Si l'on nous taxe d'exagération, nous demanderons à notre tour si ces danses nouvelles, débarrassées de cette gravité respectueuse dont nos ancêtres entouraient cette sorte de divertissement, n'ont pas été inventées pour mettre à l'aise les penchants mauvais d'un cœur corrompu...

* *

Mais j'entends quelque belle raison-formuler des objections.

“ Il faut bien suivre la mode. La société anglaise ne danse que les *dances vives*. Refuser de les danser, c'est se condamner inévitablement à faire tapisserie, et à passer pour des êtres désagréables,” etc.

“ Il faut suivre la mode.....” Et quel est donc l'article du décalogue qui nous impose cette obligation ? Suivre la mode jusqu'à lui sacrifier sa dignité et sa conscience, c'est un peu fort, convenons-en.

“ La société anglaise ne danse que les *dances vives*.....” Et qu'avons-nous besoin de suivre les usages de la société anglaise ? N'appartenant pas à la même religion, et partant de principes différents, il n'est pas étonnant que nous n'arrivions pas aux mêmes conséquences. Nos compatriotes anglais feront ce qu'ils jugeront à propos de faire ; faisons ce que nous devons faire.

“ C'est s'exposer à faire tapisserie.” Cela est certainement un grand malheur, et si je vous disais qu'en revanche, vous auriez ainsi gagné mon admiration, vous ne trouveriez pas, sans doute, la compensation suffisante. Mais enfin, quand vous recevez une invitation à un bal, vous savez d'avance quelle espèce de danses on dansera. Qui vous oblige à accepter l'invitation ?

“ Mais nous passerons pour désagréables.” Et qui donc, je vous prie, vous trouvera désagréables ? Quels sont donc ces êtres supérieurs dont l'appréciation soit tellement à redouter, et dont la disgrâce soit tellement à craindre ?

Mais c'est le respect humain qui vous fait ainsi trembler ; c'est le monde qui vous impose ses lois ; le monde, dont les exigences ridicules et les misérables préjugés ont encore le pouvoir de faire courber les têtes les plus fières et les fronts les plus charmants.

Qui donc combattra le monde et lui arrachera les nobles intelligences et les cœurs généreux dont il fait sa proie ? Quelle parole pourra porter enfin la lumière dans les esprits faussés par ses maximes ? La voix qui s'élève contre le monde court grand risque de prêcher dans le désert. Cependant, ce n'est pas une raison pour

garder le silence. Se taire serait devenir complice des abus et des fautes que nous venons de signaler. Il faut protester, il faut parler, il faut crier sans relâche : *Sursum corda !*

J. DESROSIERS.

Montréal, 4 décembre 1878.

UN AUTRE POINT NOIR

On signale un nouveau point noir à l'horizon européen. Il s'agit d'un discours que M. de Bismark a prononcé dernièrement au Reichstag, et qui a été considéré comme une provocation violente et grossière à la France. Cet événement a causé une vive émotion. L'illustre prince s'est lancé, en plein Reichstag, dans une sortie contre l'influence française en Europe. Cette charge à fond de train est venue à propos du socialisme allemand. On sait que la secte socialiste, qui ne comptait guère il y a dix ans, en Allemagne, a pris des proportions redoutables dans le grand empire de M. de Bismark. Jusqu'ici, le gouvernement avait fait mine d'ignorer ou de dédaigner ce symptôme, et fermé les yeux sur le travail actif des sociétés secrètes. Il se réveille aujourd'hui, et M. de Bismark propose au parlement des mesures énergiques pour couper court au mal.

A cette occasion, et dans le but louable de dégager la responsabilité de la glorieuse Allemagne, il rejette, dans un langage agressif et insolent, la cause de cet état de choses sur la France, le tout accompagné de remarques insultantes.

C'est depuis la guerre française que les socialistes se sont mis à pulluler en Allemagne. La France est coupable d'avoir communiqué sa gangrène à sa rivale, de troubler l'onde pure du ruisseau prussien.

Les journaux français ont pris le compliment de mauvaise grâce, et la presse officielle même a protesté. Les uns se sont moqués des plaintes du grand chancelier en attribuant les dérangements intérieurs de l'Allemagne, et l'affluence des socialistes dans ce beau pays, à une *indigestion de milliards*. D'autres ont fait remarquer que le mouvement de la Commune, en 1871, avait été inspiré, dirigé et conduit, en grande partie, par des socialistes teutons, venus exprès des bords enchanteurs du Rhin et de la Sprée, pour fomenter en France une guerre intérieure après la guerre extérieure. Il est probable que M. de Bismark n'éprouvait pas alors contre ces meneurs, qui lui rendaient le service de ruiner la France, la même indignation qu'aujourd'hui.

M. de Bismark nourrit peut-être un plan qui serait digne de sa haute intelligence. Qui sait ? Il est peut-être d'avis qu'une nouvelle guerre est le meilleur moyen de paralyser l'œuvre du socialisme allemand, et d'en détourner le courant. C'est probablement dans cette vue qu'il insulte et provoque la France.

A. GÉLINAS.

AU CRÉPUSCULE

Je vois que les collaborateurs de *L'Opinion Publique* se partagent les heures du jour pour écrire leurs intéressantes chroniques : celui-ci les intitule : “ A la veillée,” celui-là : “ En fumant,” et moi, par l'esprit de contradiction inhérent, dit-on, aux disciples de Thémis, je devrais mettre en tête de cet écrit : A l'aurore—on verra plus loin que j'aurais de bonnes raisons pour cela—mais, puisqu'en ce moment l'aurore est déjà bien loin, et que bientôt il sera nuit, je prends pour mon lot le *crépuscule*. Cela me donnera peut-être quelque droit à l'indulgence du lecteur.

* *

L'Université-Laval, dont personne ne peut mettre en doute le zèle pour l'instruction supérieure, a répondu aux vœux du Saint-Siège en établissant une succursale à Montréal. Cette grande institution canadienne, consacrée par l'autorité souveraine de l'Eglise, confiée à la protection de l'épiscopat canadien, n'a pas craint de

s'imposer de nouveaux sacrifices pour favoriser la jeunesse catholique de Montréal. Jusqu'à ce jour, nous n'avions pas eu d'autre alternative que de suivre les cours à des institutions protestantes, ou n'en pas suivre du tout.

Pour ma part, j'avoue que je jalouse presque mes jeunes émules. Ils ont l'avantage d'entendre commenter, en leur langue maternelle, les Lois et les Coutumes qui font partie des institutions nationales ; les anciens juristes leur sont interprétés par des professeurs aussi habiles qu'éloquents.

Il me semble qu'avec eux, les *Institutes* de Justinien, d'ordinaire si soporifiques, deviennent attrayantes ; que les *Pandectes* et les *Coutumes* font oublier le temps ; il doit même y avoir un certain charme à parcourir le long dédale des lois anglaises en matière criminelle ; en un mot, que l'étude du droit est tout aussi invitante que l'île des Grâces de Fénélon. Je pourrais peut-être ajouter que nous, *vieux avocats*, nous sommes menacés d'être supplantés aussitôt que nos jeunes universitaires auront obtenu leur degré, et que nous verrons peut-être nos clients désertir nos bureaux pour aller consulter ces messieurs.

Mais dissipons nos craintes ; nous tâcherons de suppléer aux lacunes qu'a laissées notre éducation universitaire.

Le travail, après tout, est un grand maître.

* *

Toutefois, quoique les apparences soient si souriantes, il ne faudra pas en rester là. Si l'on veut que les élèves puissent étudier à fond les leçons du professeur ; si l'on veut que le professeur lui-même se maintienne à la hauteur de la science et suive le mouvement intellectuel des grands centres d'étude, il faut des livres, et beaucoup, il faut une bibliothèque. Or, pour cela, l'étudiant est trop pauvre et le professeur pas toujours assez riche.

Cependant, à mon sens, c'est une question très-importante que celle d'une bibliothèque ; je la considère comme la conséquence de l'établissement de la succursale de l'Université-Laval. Je comprends que cette dernière, qui a dépensé des sommes énormes pour créer des musées et des bibliothèques à Québec, ne peut s'imposer ce nouveau sacrifice ; mais, si nous n'avons pas de bibliothèque, comment voulez-vous que la jeunesse instruite conserve le goût de l'étude, qu'elle ait un moyen de lutter avec avantage contre le désœuvrement auquel, hélas ! les hommes sont trop enclins, surtout à notre âge ?

Montréal possède des monuments qui rivalisent avantageusement avec ceux des villes européennes ; nos édifices n'ont rien négligé pour donner à notre ville l'apparence du confort extérieur et matériel. Malgré tout le respect que j'ai pour les *Pères* de la Cité, il me semble qu'ils auraient dû faire quelque chose pour la science. Si l'Égypte a laissé des souvenirs dans l'histoire par ses labyrinthes, ses obélisques, ses pyramides, il n'en est pas moins vrai que la renommée de la Grèce—renommée due à ses poètes, à ses orateurs et à ses savants—l'emporte sur celle du pays des Pharaons. On semble trop oublier que la culture des sciences et des lettres doit compter pour quelque chose chez un peuple, et que tout en ornant les villes de monuments imposants, on doit aussi faire quelque chose pour orner l'intelligence.

C'est l'intelligence qui domine et exploite la matière.

* *

Nous avons dépensé des millions pour embellir notre ville ; même, en quelques circonstances, nos conseillers municipaux se sont montrés extravagants, et cependant, Montréal, l'opulente métropole commerciale du Canada, qui pourrait être la métropole de la science, n'a pas le moindre vestige d'une bibliothèque publique. Elle ne vient qu'au quatrième rang : Québec, Toronto et Ottawa la laissent loin derrière elles.

Timeo hominem unius libri, a dit un ancien. Nos édiles ne se tromperaient-ils pas dans l'interprétation de cette sentence ?

Croiraient-ils par hasard que, s'il faut craindre un homme qui a lu un seul livre, celui qui en aurait lu plusieurs serait, à plus forte raison, bien plus dangereux ? Il ne me paraît pas démontré qu'advenant le cas où Montréal aurait une bibliothèque publique, il faudrait doubler le nombre de nos hommes de police.

Toutefois, la question est grave : je comprends qu'elle ait pu préoccuper l'attention de notre opulente éditilité.

* *

Nous avons un parc unique ; le coup-d'œil est des plus beaux, l'air le plus pur au sommet de la montagne. Malheureusement, le parc coûte des sommes fabuleuses qu'il nous faut payer, et pour en jouir, respirer cet air pur, il faut encore payer ; si on ne veut pas s'exposer au danger d'une pleurésie, on doit se donner le luxe d'une voiture. C'est-à-dire que ceux-là presque seuls en profitent qui n'en ont pas besoin.

Enfin, soit ; nous l'avons ce parc, et il témoigne de notre grandeur matérielle. Mais notre grandeur morale et intellectuelle, qu'est-ce qui l'annonce ?

Si les riches se sont servis en cousins de Normandie, de grâce qu'ils n'oublient pas tout-à-fait leur prochain ; l'homme instruit ne pourrait-il pas, lui aussi, avoir sa petite part de la richesse commune ?—Mais, vous faites du socialisme !

Qu'on ne craigne donc pas ; c'est un socialisme peu dangereux ; il ne prend pas ordinairement dans les masses. On fait rarement une révolution pour piller une bibliothèque et se partager des volumes. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que la science paie généreusement l'hospitalité qui lui est accordée.

Qu'on ne craigne donc pas de donner à l'homme instruit les moyens d'alimenter son intelligence, de développer les connaissances qu'il a acquises, souvent au prix de pénibles sacrifices. Et d'ailleurs, malgré ce qu'on en semble croire, une bibliothèque publique ne déparerait pas Montréal ; on pourrait même l'installer dans un édifice très-somptueux—elle n'entacherait pas la réputation d'hommes de progrès, réputation dont nos échevins paraissent avec raison être jaloux.

* *

Si la ville de Montréal consacrait annuellement une certaine somme pour la création d'une bibliothèque, je suis certain que personne ne crierait au gaspillage. Une somme relativement peu considérable, employée judicieusement chaque année, aura bientôt procuré les ouvrages essentiels. On peut compter aussi sur les dons, faire appel à la générosité des gouvernements.

En Europe, et surtout en France, où l'on tient tant à la diffusion de la science, chaque ville—même celle du quatrième et du cinquième ordre—à sa bibliothèque publique. On les entretient et on les développe. La jeunesse y puise de bonne heure le goût de l'étude. Il y a partout des centres intellectuels, et tous contribuent pour leur part à la célébrité de notre mère-patrie. Mais que l'on détruise ces centres, qu'on fasse disparaître les bibliothèques et avec elles le goût de l'étude, et l'on verra ce que deviendra la France.

* *

Pour revenir à mon point de départ : quelle est à Montréal la position de l'homme instruit qui veut se tenir au courant de la science ?

Les livres coûtent très-cher, et malheureusement, presque toujours, il n'est pas assez riche pour se les procurer. La plupart du temps, ceux qui sont favorisés de la fortune aiment mieux jeter aux quatre vents l'argent qui ferait le bonheur de l'homme studieux.

Quelle triste perspective pour le pauvre étudiant fraîchement débarrassé dans notre ville ! Comment veut-on qu'il s'achète des livres quand il a à peine de quoi payer le pain de chaque jour ? Il se trouve donc condamné au désœuvrement et à l'ennui pendant les longues soirées de la maison de pension. Il ne faut pas être surpris si, après s'être fatigué à contempler les quatre